

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46472]

24 AOÛT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 août 2019 portant exécution de l'article 3bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, l'article 3bis, inséré par le décret du 20 décembre 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 août 2019 portant exécution de l'article 3bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques ;

Vu le rapport du 16 janvier 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 février 2023 ;

Vu l'avis 73.047/74 du Conseil d'État, donné le 6 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Infrastructures ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 août 2019 portant exécution de l'article 3bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, le 2° est remplacé par ce qui suit :

“ 2° le ministre : le ministre qui a les infrastructures dans ses attributions ; ».

Art. 2. À l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, est complété par les mots “ ou de l'entreprise de dépannage si l'appel est passé en direct. » ;

2° à l'alinéa 2, les mots “ ou par l'opérateur du CIC ou du centre PEREX » sont insérés entre les mots “ par l'assistant » et les mots “ indique immédiatement » ;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

“ Une entreprise de dépannage disponible et proche du lieu d'intervention est mandatée par l'opérateur du CIC ou du centre PEREX et se rend sur place pour effectuer la mission définie. » ;

4° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

“ Sauf circonstances exceptionnelles à motiver, le délai maximal pour que le premier véhicule d'intervention arrive sur le lieu de l'intervention est de 25 minutes à compter de la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX par l'assistant ou l'entreprise de dépannage si l'appel est passé en direct. Dans le cas où un second véhicule d'intervention est requis, l'arrivée de ce second véhicule d'intervention n'excède pas 40 minutes à compter de la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX par l'assistant ou l'entreprise de dépannage si l'appel est passé en direct. ».

Art. 3. Dans l'article 9, alinéa 2, du même arrêté, les mots “ avant 10 h » sont remplacés par les mots “ avant 11 h ».

Art. 4. Dans l'article 11, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots “ hors taxe sur la valeur ajoutée » sont remplacés par les mots “ toute taxe comprise ».

Art. 5. Dans l'article 12, alinéa 4, du même arrêté, les mots “ , en présentiel ou distanciel, » sont insérés entre les mots “ Ce comité se réunit » et les mots “ une fois par trimestre ».

Art. 6. À l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot “ Ministre » est remplacé par le mot “ ministre » ;

b) les mots “ ou son délégué » sont insérés entre les mots “ Le ministre » et les mots “ délivre un agrément » ;

2° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“ Pour les nouveaux dépanneurs en cours d'agrément, les attestations sont remises au personnel qui a suivi la formation en même temps que l'agrément délivré par le ministre ou son délégué.

Le personnel qui travaille pour une entreprise déjà agréée peut recevoir son attestation directement après la formation. ».

Art. 7. Dans l'article 20 du même arrêté, les mots “ travaux publics » sont remplacés par le mot “ infrastructures ».

Art. 8. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par ce qui suit :

“ Annexe 2. Conditions requises.

L'entreprise de dépannage respecte les règles et est en ordre au niveau de ses obligations fiscales.

Elle est couverte par les assurances suivantes :

1° responsabilité civile pour l'exploitation du dépannage et remorquage ;

2° responsabilité civile pour la signalisation et ramassage d'objets ;

3° responsabilité civile pour les objets confiés lors du dépannage et remorquage ;

4° accident du travail pour le personnel d'intervention ;

5° responsabilité civile pour l'exploitation d'un gardiennage de véhicules ;

6° transport des occupants de véhicules dépannés à l'intérieur de la dépanneuse ou de tout autre véhicule de l'entreprise lors de l'exécution du travail.

Elle dispose de collaborateurs qui lui permettent d'intervenir efficacement en cas de dépannage.

Elle engage les moyens et le nombre de collaborateurs en adéquation avec les besoins de l'intervention. Les collaborateurs ont la compétence professionnelle nécessaire selon les exigences légales en la matière.

Pour intervenir sur le réseau concerné, le personnel de l'entreprise de dépannage porte les vêtements de sécurité qui répondent aux prescriptions légales. Sans préjudice de la législation en la matière, cette tenue est constituée au minimum d'un pantalon et d'une veste munis chacun d'éléments rétro réfléchissants.

En outre, le personnel qui intervient sur le terrain dispose d'une attestation d'information personnelle délivrée par l'organisme désigné par l'Administration e. Cette attestation est à présenter à la demande de tout agent de la Police de la Route.

Pour intervenir dans la liaison E40-E25 à Liège, le personnel de l'entreprise de dépannage participe préalablement à une visite de l'ouvrage et le connaît de façon approfondie, caractéristiques, gabarits, longueurs, itinéraires d'accès, niches de secours. Au terme de cette visite, une attestation est délivrée à l'entreprise de dépannage par le Service public de Wallonie Mobilité Infrastructures au nom du gestionnaire de l'infrastructure qui est la SOFICO. Cette attestation est obligatoire pour intervenir dans la liaison E40-E25.

Les véhicules sont en ordre d'immatriculation, de contrôle technique, d'assurance, d'équipements et de documents de bord.

Tous les appareils de levage qui équipent les véhicules sont contrôlés par une société de contrôle agréée délivrant une agréation périodique.

Les véhicules de l'entreprise de dépannage sont munis de l'équipement et du matériel minimal nécessaires à la sécurité du travail et au nettoyage de la chaussée.

Sur les lieux de chaque intervention, l'entreprise de dépannage dispose au minimum de l'équipement suivant :

- 1° un matériel d'extinction de feu adapté ;
- 2° une pelle ;
- 3° une brosse ;
- 4° deux sacs de produit absorbant pour l'enlèvement des liquides ;
- 5° des récipients pour l'enlèvement des déchets divers ;
- 6° une lampe torche ou un projecteur directionnel ;
- 7° des clés pour roues de voiture de tourisme ;
- 8° un coupe ceinture ;
- 9° un minimum de dix cônes de signalisation réfléchissants non pliables de septante-cinq centimètres de hauteur ;
- 10° un minimum de dix lampes de signalisation d'appoint au sol de couleur orange ou bleue.

L'entreprise de dépannage dispose au minimum d'une dépanneuse équipée d'une grue d'une capacité de soulèvement minimum de trois tonnes et demie et équipée d'un treuil dont la longueur du câble est d'au moins vingt mètres.

L'entreprise de dépannage intervient avec la dépanneuse équipée d'une grue uniquement lorsque c'est explicitement précisé lors de l'appel par le CIC ou le centre PEREX.

Dans les autres cas, elle intervient avec une autre dépanneuse équipée d'un plateau basculant dont la charge utile est de minimum trois tonnes et demie mais non pourvue d'une grue.

En cas de véhicule présentant des particularités soit d'hauteur, soit de longueur, elle intervient avec un véhicule adapté à ces particularités. La dépanneuse est en capacité de charger un véhicule à deux roues.

La dépanneuse peut être équipée d'une signalisation en tant que véhicule de balisage mais ne peut pas remplir une mission de balisage en même temps qu'une mission de dépannage. Si un balisage est nécessaire, un véhicule spécifique de balisage est utilisé en plus du véhicule de dépannage.

Le ramassage d'objets peut se faire avec cette dépanneuse unique si elle est également équipée d'un balisage.

Le véhicule de balisage est un véhicule adapté pour signaler l'emplacement du dépannage. Il peut également être utilisé dans le cadre des missions de ramassages d'objets. Dans ce cas, il est capable de transporter les objets. Il peut également être utilisé dans le cadre de transport de personnes.

Le véhicule de balisage est, sur les parties avant et arrière, pourvu de bandes réfléchissantes alternées de couleur rouge et blanche de dix centimètres de largeur au minimum et inclinées à quarante-cinq degrés par rapport à la verticale du véhicule.

La rétro réflexion de ces bandes répond au minimum à la classe RA2 de la norme NBN EN 12899-1 ou équivalent.

Ce véhicule est également équipé de feux orange clignotants, d'une rampe lumineuse à feux orange et d'un panneau de signalisation lumineux qui annonce la zone d'intervention.

Le panneau de signalisation peut, selon la conception du véhicule de balisage, être soit monté sur le toit ou derrière la cabine. La flèche directionnelle est entièrement visible à plus de deux cents mètres en conditions normales de visibilité. ».

Art. 9. Dans le même arrêté, l'annexe 3 est remplacée par ce qui suit :

“ Annexe 3. Grille tarifaire taxe sur la valeur ajoutée comprise.

La grille tarifaire est applicable aux factures adressées à la SOFICO ou au propriétaire du véhicule non couvert par une assistance.

La grille tarifaire comprend la taxe sur la valeur ajoutée.

1. Opération de dépannage

Une opération de dépannage s'adresse aux véhicules accidentés, en panne ou abandonnés.

Le forfait pour une opération de dépannage comprend les éléments suivants :

1° les déplacements jusqu'au lieu de dépannage et le retour au dépôt ou au dépôt communal dans le cadre des véhicules abandonnés ;

- 2° les opérations de dépannages ;
- 3° le temps pour le remorquage du véhicule, main d'œuvre comprise ;
- 4° l'immobilisation sur place ;
- 5° la mise à disposition du personnel pour l'accueil des autorités et des usagers ;
- 6° la conservation dans un endroit sécurisé de l'entreprise, des clés, documents et marques d'immatriculation ;
- 7° l'entreposage du véhicule le jour du dépannage ;
- 8° la restitution du véhicule ;
- 9° le nettoyage de la chaussée ;
- 10° la prise en charge des personnes et de leurs bagages jusqu'à un lieu convenu ;
- 11° le risque de non-paiement.

Hors déplacements jusqu'au lieu de dépannage et le retour au dépôt ou au dépôt communal dans le cadre des véhicules abandonnés, le forfait d'une opération de dépannage comprend soixante minutes d'intervention à partir de l'arrivée du premier véhicule sur place.

Le forfait à percevoir par les entreprises de dépannage agréées est fixé à 196 euros toutes taxes comprises pour une opération de dépannage entre sept heures et dix-neuf heures du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Un supplément kilométrique de 1,3 euro toutes taxes comprises par kilomètre peut être demandé pour les déplacements dépassant le forfait visé aux articles 5 et 6. Le supplément kilométrique est calculé sur base d'un aller/retour à partir du point le plus favorable à l'utilisateur visé aux articles 5 et 6.

Un supplément horaire de 26 euros toutes taxes comprises par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions qui dépassent le forfait.

Le forfait pour une opération de dépannage ainsi que les suppléments kilométriques et horaires sont majorés de 50 pour cent pour les missions qui débutent entre dix-neuf heures et sept heures ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Le début de la mission est la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX auprès de l'assistant.

Un supplément peut être demandé pour les éléments suivants, tarif toutes taxes comprises :

- 1° absence d'anneau de remorquage au véhicule : 20 euros ;
- 2° montage d'une roue de secours : 30 euros ;
- 3° usage de la grue : 90 euros ;
- 4° absence de clés : 30 euros ;
- 5° sac d'absorbant : 25 euros par sac de vingt-cinq kilos ;
- 6° déconnexion de la batterie pour les véhicules hybride ou électrique : 20 euros.
- 7° usage d'un véhicule adapté aux particularités du véhicule présentant des particularités (hauteur/longueur) : 24 euros. Ce supplément est majoré de 50 pour cent de manière identique au forfait de dépannage de base (jours et heures).

Les points 1° à 4° ne sont pas cumulables.

Un supplément de 20 euros toutes taxes comprises par jour peut être demandé pour le gardiennage du véhicule au-delà du forfait, c'est-à-dire au-delà du jour du dépannage. Les jours de gardiennage sont comptabilisés en période de vingt-quatre heures et se calculent à partir du lendemain du dépôt jusqu'au jour du départ du véhicule.

Lorsque tous les occupants du véhicule dépanné ne peuvent pas être transportés par la dépanneuse, un supplément forfaitaire de 65 euros toutes taxes comprises de taxi peut être demandé pour le déplacement des personnes et de leurs bagages jusqu'au dépôt de l'entreprise de dépannage ou jusqu'à un endroit sécurisé hors du réseau routier visé à l'article 2 selon leur accord.

Le dépannage de remorques et caravanes.

Le forfait est cumulable avec le forfait de dépannage du véhicule tracteur.

Dans le cas d'un dépannage de remorque ou caravane seule, le forfait pour dépannage d'un véhicule est appliqué.

Le forfait est fixé à 130 euros toutes taxes comprises pour une opération de dépannage entre sept heures et dix-neuf heures du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Le forfait est fixé à 195 euros toutes taxes comprises pour les missions qui débutent entre dix-neuf heures et sept heures ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Un supplément kilométrique de 1,3 euro toutes taxes comprises par kilomètre peut être demandé pour les déplacements qui dépassent le forfait visé aux articles 5 et 6. Le supplément kilométrique est calculé sur base d'un aller/retour à partir de l'endroit le plus favorable à l'utilisateur visé aux articles 5 et 6.

Un supplément horaire de 26 euros toutes taxes comprises par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions qui dépassent le forfait.

Le forfait pour une opération de dépannage ainsi que les suppléments kilométriques et horaires sont majorés de cinquante pour cent, pour les missions qui débutent entre dix-neuf heures et sept heures ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Le début de la mission est la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX auprès de l'assistant.

2. Opération de balisage

Le forfait pour une opération de balisage comprend les éléments suivants :

- 1° le déplacement jusqu'au lieu de balisage et le retour au dépôt ;
- 2° l'immobilisation sur place ;
- 3° les opérations de balisage ;
- 4° le risque de non-paiement.

Le forfait ne comprend pas l'immobilisation sur place au-delà de soixante minutes.

Le forfait à percevoir par les entreprises de dépannage agréées est fixé à 181,5 euros toutes taxes comprises pour une opération de balisage qui débute entre sept heures et dix-neuf heures du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Le forfait est fixé à 212 euros toutes taxes comprises pour les missions qui débutent entre dix-neuf heures et sept heures ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Le début de la mission est la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX auprès de l'assistant.

Un supplément horaire de 26 euros toutes taxes comprises par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions qui dépassent le forfait entre sept heures et dix-neuf heures du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Un supplément horaire de 39 euros toutes taxes comprises par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions qui dépassent le forfait entre dix-neuf heures et sept heures ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

3. Opération de ramassage d'objets

Le forfait pour une opération de ramassage d'objets comprend les éléments suivants :

- 1° le déplacement jusqu'au lieu de ramassage et le retour au dépôt ;
- 2° l'immobilisation sur place ;
- 3° les opérations de ramassage d'objets ;
- 4° le dépôt dans un lieu prédéfini.

Hors déplacements jusqu'au lieu de ramassage d'objets et le retour au dépôt, le forfait d'une opération de ramassage d'objets comprend soixante minutes d'intervention sur place à partir de l'arrivée du premier véhicule.

Le forfait à percevoir par les entreprises de dépannage agréées est fixé à 181,5 euros toutes taxes comprises pour une opération de ramassage d'objets qui débute entre sept heures et dix-neuf heures du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Le forfait est fixé à 212 euros toutes taxes comprises pour les missions qui débutent entre dix-neuf heures et sept heures ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. Le début de la mission est la réception de l'appel téléphonique du CIC ou du centre PEREX auprès de l'assistant.

Un supplément horaire de 26 euros toutes taxes comprises par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions qui dépassent le forfait entre sept heures et dix-neuf heures du lundi au vendredi sauf jours fériés.

Un supplément horaire de 39 euros toutes taxes comprises par quart d'heure entamé peut être demandé pour les interventions qui dépassent le forfait entre dix-neuf heures et sept heures ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés. ».

Art. 10. Le Ministre qui a les infrastructures dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 24 août 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/46472]

24. AUGUST 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. August 2019 zur Ausführung von Artikel 3bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 3bis, eingefügt durch das Dekret vom 20. Dezember 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. August 2019 zur Ausführung von Artikel 3bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

Aufgrund des Berichts vom 16. Januar 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 9. November 2022 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. Februar 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 6. März 2023 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 73.047/74 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Infrastrukturen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. August 2019 zur Ausführung von Artikel 3bis des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes wird durch Folgendes ersetzt:

"2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Infrastrukturen gehören;"

Art. 2 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird um die Wortfolge "oder dem Pannendienst, wenn der Anruf direkt getätigt wird." ergänzt;"

2° in Absatz 2 wird zwischen die Wortfolge "von dem Assisteur" und die Wortfolge "kontaktierte Pannendienst" die Wortfolge "oder dem Operators des KIZ oder des PEREX-Zentrums" eingefügt;

3° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Ein verfügbarer Pannendienst, der sich in der Nähe des Einsatzortes befindet, wird vom Betreiber des KIZ oder PEREX-Zentrums beauftragt und begibt sich an den Einsatzort, um den festgelegten Auftrag auszuführen.";

4° Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"Außer unter außergewöhnlichen Umständen, die zu begründen sind, beträgt die maximale Frist zum Eintreffen des ersten Einsatzfahrzeugs am Einsatzort 25 Minuten ab dem Zeitpunkt, an dem der Assisteur oder der Pannendienst, wenn der Anruf direkt getätigt wird, den Anruf des KIZ oder des PEREX-Zentrums erhalten hat. Falls ein zweites Einsatzfahrzeug erforderlich ist, darf das Eintreffen dieses zweiten Einsatzfahrzeugs nicht später als 40 Minuten ab dem Zeitpunkt, an dem der Assisteur oder der Pannendienst, wenn der Anruf direkt getätigt wird, den Anruf des KIZ oder des PEREX-Zentrums erhalten hat, stattfinden."

Art. 3 - In Artikel 9 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "vor 10 Uhr" durch die Wortfolge "vor 11 Uhr" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 11 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "ohne Mehrwertsteuer" durch die Wortfolge "einschließlich aller Steuern" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 12 Absatz 4 desselben Erlasses wird zwischen die Wortfolge "versammelt sich" und die Wortfolge "ein Mal pro Trimester" die Wortfolge "entweder im Rahmen einer Präsenzveranstaltung oder im Rahmen einer Fernveranstaltung" eingefügt.

Art. 6 - Artikel 13 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird wie folgt abgeändert:

a) in der französischen Fassung wird das Wort "Ministre" durch das Wort "ministre" ersetzt;

b) zwischen die Wortfolge "Der Minister" und die Wortfolge "erteilt den Pannendiensten" wird die Wortfolge "oder sein Vertreter" eingefügt;

2° der Artikel wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Bei neuen Pannendiensten, deren Zulassungsverfahren noch nicht abgeschlossen ist, werden die Bescheinigungen dem Personal, das die Ausbildung absolviert hat, zusammen mit der vom Minister oder seinem Vertreter erteilten Zulassung ausgehändigt.

Personal, das für ein bereits zugelassenes Unternehmen arbeitet, kann seine Bescheinigung direkt nach der Ausbildung erhalten."

Art. 7 - In Artikel 20 desselben Erlasses werden die Wortfolge "öffentlichen Arbeiten" durch das Wort "Infrastrukturen" ersetzt.

Art. 8 - In demselben Erlass erhält Anhang 2 folgende Fassung:

"Anhang 2 Anforderungen.

Der Pannendienst beachtet die Regeln und erfüllt alle steuerlichen Pflichten.

Er ist durch folgende Versicherungen abgedeckt:

1° Haftpflichtversicherung für den Betrieb des Pannen- und Abschleppdienstes;

2° Haftpflichtversicherung für die Markierung und die Entfernung von Gegenständen;

3° Haftpflichtversicherung für die bei der Pannenhilfe und dem Abschleppen anvertrauten Gegenstände;

4° Versicherung gegen Arbeitsunfälle für das Einsatzpersonal;

5° Haftpflichtversicherung für die Aufbewahrung von Fahrzeugen;

6° Beförderung von Insassen eines geborgenen Fahrzeugs im Abschleppwagen oder in einem anderen Firmenfahrzeug während der Ausführung der Arbeiten.

Er verfügt über Mitarbeiter, die es ihm ermöglichen, im Falle einer Pannenhilfe effektiv einzugreifen.

Er setzt die Mittel und die Anzahl der Mitarbeiter entsprechend den Anforderungen des Einsatzes ein. Die Mitarbeiter verfügen über die notwendige Fachkompetenz gemäß den einschlägigen Rechtsvorschriften.

Das Personal des Pannendienstes trägt bei Einsätzen auf dem betreffenden Netz eine den gesetzlichen Anforderungen entsprechende Schutzkleidung. Unbeschadet der einschlägigen Rechtsvorschriften muss diese Ausrüstung mindestens aus einer Hose und einer Jacke mit jeweils reflektierenden Elementen bestehen.

Darüber hinaus verfügt das Einsatzpersonal über eine persönliche Identifikationsbescheinigung, die von der von der Verwaltung benannten Stelle ausgestellt wurde. Diese Bescheinigung ist auf Verlangen eines Bediensteten der Straßenpolizei vorzulegen.

Für Einsätze auf der Verbindungsstrecke E40-E25 in Lüttich nimmt das Personal des Pannendienstes zunächst an einem Besuch der Infrastruktur teil und ist mit dieser eingehend vertraut (Merkmale, Abmessungen und Längen sowie Zufahrten und Notfallnischen usw.). Nach diesem Besuch wird dem Pannendienst vom Öffentlichen Dienst der Wallonie im Namen des Infrastrukturbetreibers SOFICO eine Bescheinigung ausgestellt. Diese Bescheinigung ist erforderlich, um auf der Verbindungsstrecke E40-E25 tätig zu werden.

Die Fahrzeuge sind ordnungsgemäß zugelassen, einer technischen Kontrolle unterzogen worden, versichert, ausgestattet und mit Borddokumenten versehen.

Alle Hebevorrichtungen, die in den Fahrzeugen eingebaut sind, werden von einem zugelassenen Kontrollunternehmen überprüft, das eine periodische Zulassung erteilt.

Die Fahrzeuge des Pannendienstes sind mit den für Arbeitssicherheit und Straßenreinigung erforderlichen Mindestausrüstungen und -materialien ausgestattet.

Der Pannendienst muss am Einsatzort über mindestens die folgenden Ausrüstungen verfügen:

1° geeignete Feuerlöschschaumrüstung;

2° eine Schaufel;

- 3° ein Besen;
- 4° zwei Säcke mit einem absorbierenden Produkt zur Beseitigung von Flüssigkeiten;
- 5° Behälter für die Beseitigung von sonstigen Abfällen;
- 6° eine Taschenlampe oder einen Richtstrahler;
- 7° Schlüssel für PKW-Räder;
- 8° ein Gurtschneider;
- 9° mindestens zehn reflektierende, nicht faltbare und 75 cm hohe, nicht reflektierende Leitkegel;
- 10° mindestens zehn orangefarbene oder blaue zusätzliche Bodensignallampen.

Der Pannendienst verfügt mindestens über einen Abschleppwagen, der mit einem Kran mit einer Mindesthebeleistung von 3,5 Tonnen und einer Winde mit einer Seillänge von mindestens 20 m ausgestattet ist.

Der Pannendienst führt den Einsatz nur dann mit dem mit einem Kran ausgestatteten Abschleppwagen durch, wenn dies beim Aufruf durch das KIZ oder das PEREX-Zentrum ausdrücklich vereinbart wird.

In anderen Fällen arbeitet er mit einem anderen Abschleppwagen, der mit einem Kipp-Plateau mit einer Mindestnutzlast von 3,5 t, nicht aber mit einem Kran ausgestattet ist.

Bei Fahrzeugen, die entweder in der Höhe oder in der Länge Besonderheiten aufweisen, arbeitet der Pannendienst mit einem an diese Besonderheiten angepassten Fahrzeug. Der Abschleppwagen ist in der Lage, ein zweirädriges Fahrzeug zu laden.

Der Abschleppwagen kann anhand einer Signalvorrichtung als Markierungsfahrzeug ausgestattet werden, darf aber nicht gleichzeitig eine Markierungsaufgabe und eine Abschleppaufgabe erfüllen. Wenn eine Markierung erforderlich ist, wird zusätzlich zum Abschleppwagen ein spezielles Markierungsfahrzeug eingesetzt.

Die Entfernung von Gegenständen kann mit einem einzigen Abschleppwagen erfolgen, wenn er auch mit einer Markierung versehen ist.

Das Markierungsfahrzeug ist ein Fahrzeug, das angepasst ist, um den Einsatzort anzuzeigen. Es kann auch für das Einsammeln von Gegenständen verwendet werden. In diesem Fall ist es in der Lage, diese Gegenstände zu transportieren. Es kann auch für den Personentransport eingesetzt werden.

Das Markierungsfahrzeug ist an der Vorder- und Rückseite mit abwechselnd roten und weißen reflektierenden Streifen von mindestens zehn Zentimetern Breite und 45° Neigung zur Senkrechten des Fahrzeugs ausgestattet.

Die Retroreflexion dieser Streifen muss mindestens der Klasse RA2 der NBN EN 12899-1 oder gleichwertig entsprechen.

Dieses Fahrzeug ist auch mit orangefarbenen Blinklichtern, einer orangefarbenen Lichtrampe und einem Lichtsignal, die den Einsatzbereich anzeigen, ausgestattet.

Je nach Ausführung des Markierungsfahrzeugs kann das Lichtsignal entweder auf dem Dach oder hinter der Fahrzeugkabine montiert werden. In jedem Fall muss der Richtungspfeil unter normalen Sichtverhältnissen in einer Entfernung von mehr als 200 m vollständig sichtbar sein.“.

Art. 9 - In demselben Erlass erhält Anhang 3 folgende Fassung:

“Anhang 3 - Tariftabelle (einschl. Mehrwertsteuer)

Die Tariftabelle ist auf die Rechnungen anwendbar, die an die SOFICO oder an den Eigentümer des nicht durch eine Beistandsversicherung (“Assistance”) gedeckten Fahrzeugs gerichtet werden.

In der Tariftabelle ist die Mehrwertsteuer enthalten.

1. Pannenhilfe

Ein Pannenhilfe-Einsatz ist für Fahrzeuge bestimmt, die einen Unfall oder eine Panne erlitten haben, oder zurückgelassen worden sind.

Der pauschale Leistungsumfang für einen Pannenhilfe-Einsatz umfasst:

1° die Fahrt bis zum Ort der Pannenhilfe und die Rückfahrt bis zum Depot oder Gemeindedepot im Falle von zurückgelassenen Fahrzeugen;

2° die Vorgänge im Rahmen der Pannenhilfe;

3° die Zeit für das Abschleppen des Fahrzeugs einschließlich der Arbeitslohnkosten;

4° die Standzeiten der Fahrzeuge vor Ort;

5° die Zurverfügungstellung von Personal für den Empfang der Behörden und Verkehrsteilnehmer;

6° die Aufbewahrung der Schlüssel, Dokumente und Zulassungskennzeichen an einem gesicherten Ort;

7° die Lagerung des Fahrzeugs am Tag des Einsatzes des Pannendienstes;

8° die Rückgabe des Fahrzeugs;

9° die Reinigung der Straße;

10° die Beförderung der Personen und ihres Gepäcks bis zu einem vereinbarten Ort;

11° das Zahlungsausfallrisiko.

Mit Ausnahme der Fahrten bis zum Ort der Pannenhilfe und der Rückfahrt bis zum Depot oder Gemeindedepot im Falle von zurückgelassenen Fahrzeugen ist die Pauschalzeit für einen Pannenhilfe-Einsatz höchstens 60 Minuten ab der Ankunft vor Ort des ersten Fahrzeugs.

Der Pauschalbetrag, den die zugelassenen Pannendienste erhalten, beläuft sich auf 196 Euro einschließlich aller Steuern für einen Pannenhilfe-Einsatz zwischen 7 h und 19 h von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage.

Für Fahrten, die die Pauschalfahrt nach Artikel 5 und 6 übertreffen, kann ein Kilometerzuschlag in Höhe von 1,3 Euro einschließlich aller Steuern pro km verlangt werden. Der Kilometerzuschlag wird auf der Grundlage einer Hin- und Rückfahrt ab dem für den Verkehrsteilnehmer günstigsten Ort nach Artikel 5 und 6 berechnet.

Für Eingriffe über die Pauschalzeit hinaus kann ein Stundenzuschlag in Höhe von 26 Euro einschließlich aller Steuern pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

Für Einsätze, die zwischen 19 h und 7 h beginnen, sowie diejenigen, die an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag stattfinden, wird der Pauschalbetrag für einen Pannenhilfe-Einsatz sowie für den Kilometer- und Stundenzuschlag um 50% erhöht. Der Anfang des Einsatzes ist der Empfang des Telefonanrufs vom KIZ oder PEREX-Zentrum bei dem Assisteur.

Für die folgenden Elemente kann ein Zuschlag (einschließlich aller Steuern) verlangt werden:

- 1° Fehlen einer Abschleppöse am Fahrzeug: 20 Euro;
- 2° Montieren eines Ersatzrads: 30 Euro;
- 3° Benutzung des Krans: 90 Euro;
- 4° keine Schlüssel: 30 Euro;
- 5° Sack Absorptionsmittel: 25 Euro pro Sack von 25 kg;
- 6° Abschaltung der Batterie bei Hybrid- oder Elektrofahrzeugen: 20 Euro.

7° Einsatz eines Fahrzeugs, das an die Besonderheiten des Fahrzeugs mit besonderen Merkmalen (Höhe/Länge) angepasst ist: 24 Euro. Dieser Zuschlag wird in gleicher Weise wie die Grundpauschale für Pannenhilfe (Tage und Stunden) um 50 Prozent erhöht.

Die Punkte 1 bis 4 können nicht addiert werden.

Für die Aufbewahrung des Fahrzeugs über die Pauschalzeit hinaus, d.h. für jeden Tag nach dem Tag des Pannendienst-Einsatzes kann ein Zuschlag von 20 Euro einschließlich aller Steuern pro Tag verlangt werden. Die Tage, an denen das Fahrzeug aufbewahrt wird, werden ab dem Tag nach demjenigen, an dem das Fahrzeug abgestellt wird bis zum Tag, an dem es zurückgenommen wird, in Zeiträumen von 24 Stunden berechnet.

Wenn alle Insassen des Pannenfahrzeugs nicht im Abschleppwagen befördert werden können, kann ein Taxi-Pauschalzuschlag von 65 Euro einschließlich aller Steuern verlangt werden für die Beförderung dieser Personen und ihres Gepäcks bis zu den Räumlichkeiten des Pannendienstes oder zu einem sicheren Ort, wie von ihnen vereinbart, außerhalb des in Artikel 2 genannten Straßennetzes.

Die Pannenhilfe für Anhänger und Wohnwagen.

Die Pauschale ist mit der Pannenhilfepauschale für das Zugfahrzeug kumulierbar.

Falls die Pannenhilfe für einen Anhänger oder Wohnwagen allein erfolgt, wird die Pauschale für die Pannenhilfe eines Fahrzeugs angewandt.

Der Pauschalbetrag beläuft sich auf 130 Euro einschließlich aller Steuern für einen Pannenhilfe-Einsatz zwischen 7 h und 19 h von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage.

Der Pauschalbetrag für Einsätze, die zwischen 19 h und 7 h, oder an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag beginnen, wird auf 195 Euro einschließlich aller Steuern festgelegt.

Für Fahrten, die die Pauschalfahrt nach Artikel 5 und 6 übertreffen, kann ein Kilometerzuschlag in Höhe von 1,3 Euro einschließlich aller Steuern pro km verlangt werden. Der Kilometerzuschlag wird auf der Grundlage einer Hin- und Zurückfahrt ab dem für den Verkehrsteilnehmer günstigsten Ort nach Artikel 5 und 6 berechnet.

Für Eingriffe über die Pauschalzeit hinaus kann ein Stundenzuschlag in Höhe von 26 Euro einschließlich aller Steuern pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

Für Einsätze, die zwischen 19 h und 7 h beginnen, sowie diejenigen, die an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag stattfinden, wird der Pauschalbetrag für einen Pannenhilfe-Einsatz sowie für den Kilometer- und Stundenzuschlag um 50% erhöht. Der Anfang des Einsatzes ist der Empfang des Telefonanrufs vom KIZ oder PEREX-Zentrum bei dem Assisteur.

2. Markierung

Der pauschale Leistungsumfang für einen Markierungseinsatz umfasst:

- 1° die Fahrt bis zum Ort der Markierung und die Rückfahrt bis zum Depot;
- 2° die Standzeiten der Fahrzeuge vor Ort;
- 3° die Markierung des Standorts;
- 4° das Zahlungsausfallrisiko.

Der pauschale Leistungsumfang umfasst nicht die Standzeiten der Fahrzeuge vor Ort über 60 Minuten hinaus.

Der Pauschalbetrag, den die zugelassenen Pannendienste erhalten, beläuft sich auf 181,5 Euro einschließlich aller Steuern für einen Markierungseinsatz zwischen 7 h und 19 h von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage.

Der Pauschalbetrag für Einsätze, die zwischen 19 h und 7 h, oder an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag beginnen, wird auf 212 Euro einschließlich aller Steuern festgelegt. Der Anfang des Einsatzes ist der Empfang des Telefonanrufs vom KIZ oder PEREX-Zentrum bei dem Assisteur.

Für Einsätze über die Pauschalzeit hinaus, die zwischen 7h und 19 Uhr von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage stattfinden, kann ein Zuschlag in Höhe von 26 Euro einschließlich aller Steuern pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

Für Einsätze über die Pauschalzeit hinaus, die zwischen 19 h und 7 h von Montag bis Freitag sowie an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag stattfinden, kann ein Zuschlag in Höhe von 39 Euro einschließlich aller Steuern pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

3. Entfernung von Gegenständen

Der pauschale Leistungsumfang für einen Einsatz zur Entfernung von Gegenständen umfasst:

- 1° die Fahrt bis zum Ort der Entfernung und die Rückfahrt bis zum Depot;
- 2° die Standzeiten der Fahrzeuge vor Ort;
- 3° die Einsätze zur Entfernung von Gegenständen;
- 4° die Aufbewahrung an einem im Voraus festgelegten Ort.

Mit Ausnahme der Fahrten bis zum Ort der Entfernung des bzw. der Gegenstände und der Rückfahrt bis zum Depot ist die Pauschalzeit für einen Einsatz zur Entfernung von Gegenständen höchstens 60 Minuten vor Ort ab der Ankunft vor Ort des ersten Fahrzeugs.

Der Pauschalbetrag, den die zugelassenen Pannendienste erhalten, beläuft sich auf 181,5 Euro einschließlich aller Steuern für einen Einsatz zur Entfernung von Gegenständen zwischen 7 h und 19 h von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage.

Der Pauschalbetrag für Einsätze, die zwischen 19 h und 7 h, oder an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag beginnen, wird auf 212 Euro einschließlich aller Steuern festgelegt. Der Anfang des Einsatzes ist der Empfang des Telefonanrufs vom KIZ oder PEREX-Zentrum bei dem Assistent.

Für Einsätze über die Pauschalzeit hinaus, die zwischen 7h und 19 Uhr von Montag bis Freitag außerhalb der Feiertage stattfinden, kann ein Zuschlag in Höhe von 26 Euro einschließlich aller Steuern pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.

Für Einsätze über die Pauschalzeit hinaus, die zwischen 19 h und 7 h von Montag bis Freitag sowie an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag stattfinden, kann ein Zuschlag in Höhe von 39 Euro einschließlich aller Steuern pro angefangene Viertelstunde verlangt werden.“.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Infrastrukturen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. August 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/46472]

24 AUGUSTUS 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 augustus 2019 tot uitvoering van artikel 3bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein

De Waalse regering,

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, artikel 3bis, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 augustus 2019 tot uitvoering van artikel 3bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;

Gelet op het verslag van 16 januari 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 november 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 februari 2023;

Gelet op advies nr. 73.047/74 van de Raad van State, gegeven op 6 maart 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Infrastructuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 22 augustus 2019 tot uitvoering van artikel 3bis van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, wordt punt 2° vervangen als volgt:

“2° de Minister: de Minister bevoegd voor Infrastructuur”.

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld met de volgende woorden “of het takelbedrijf indien de oproep rechtstreeks gebeurt.”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “of door de operator van het CIC of het PEREX-centrum” ingevoegd tussen de woorden “door de hulpverlener” en de woorden “gecontacteerde takelbedrijf”;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt:

“De operator van het CIC of PEREX-centrum wijst een beschikbaar takelbedrijf aan om ter plaatse te gaan en de betreffende opdracht uit te voeren.”;

4° het vierde lid wordt vervangen als volgt:

Behalve in uitzonderlijke omstandigheden die gemotiveerd dienen te worden, bedraagt de maximumtermijn waarin de eerste interventievoertuig op de plaats van de interventie moet toekomen 25 minuten, vanaf de ontvangst van de oproep van het CIC of het PEREX-centrum door de hulpverlener of het takelbedrijf als de oproep rechtstreeks wordt gedaan. . Indien een tweede interventievoertuig nodig is, mag dit tweede interventievoertuig niet later toekomen dan 40 minuten na de ontvangst van de oproep van het CIC of het PEREX-centrum door de hulpverlener of het takelbedrijf als de oproep rechtstreeks wordt gedaan.”.

Art. 3. In artikel 9, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “vóór 10 uur” vervangen door de woorden “vóór 11 uur”.

Art. 4. In de eerste lid van artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden “exclusief belasting over de toegevoegde waarde” vervangen door de woorden “alle belastingen inbegrepen”.

Art. 5. In artikel 12, lid 4, van hetzelfde besluit worden de woorden „fysiek of op afstand,” ingevoegd tussen de woorden “Dit comité vergadert” en de woorden “eenmaal per kwartaal”.

Art. 6. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “Minister” wordt vervangen door het woord “minister” ;

b) de woorden “of zijn afgevaardigde” worden ingevoegd tussen de woorden “De minister” en de woorden “verleent een SIABIS+-erkenning” ;

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Voor nieuwe takeldiensten in het proces van het verkrijgen van erkenning worden de attesten afgegeven aan het personeel dat de opleiding heeft voltooid op hetzelfde moment dat de erkenning wordt afgegeven door de minister of zijn afgevaardigde.

Het personeel dat voor een bedrijf werkt dat al is erkend, kan zijn attest direct na de opleiding ontvangen.”.

Art. 7. In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de woorden “openbare werken” vervangen door het woord “infrastructuren”.

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 vervangen door de volgende tekst :

“Bijlage 2. Vereiste voorwaarden.

Het takelbedrijf leeft de regelgevingen na en voldoet aan zijn fiscale verplichtingen.

Het heeft de volgende verzekeringen afgesloten:

1° burgerlijke aansprakelijkheid voor de exploitatie van takel- en sleepverrichtingen;

2° burgerlijke aansprakelijkheid voor de signalisatie en het weghalen van voorwerpen;

3° burgerlijke aansprakelijkheid voor de toevertrouwde voorwerpen bij takel- en sleepverrichtingen;

4° arbeidsongeval voor het interventieteam;

5° burgerlijke aansprakelijkheid voor de exploitatie van een bewakingsdienst voor voertuigen;

6° vervoer van inzittenden van getakelde voertuigen in de takelwag en in elk ander bedrijfsvoertuig tijdens de uitvoering van de werkzaamheden.

Het bedrijf beschikt over voldoende personeelsleden om efficiënte takelverrichtingen te kunnen uitvoeren.

Het gebruikt de gepaste middelen en doet een beroep op het gepast aantal werknemers voor de behoeften van de interventie. De medewerkers beschikken over de nodige vakbekwaamheid in overeenstemming met de relevante wettelijke voorschriften.

De personeelsleden van het takelbedrijf dragen de veiligheidskleding die aan de wettelijke voorschriften voldoet om de interventies op het betrokken netwerk uit te voeren. Onverminderd de wetgeving die van toepassing is bestaat deze kleding uit ten minste een broek en een jas, die elk voorzien zijn van retroreflecterende elementen.

Het personeel dat op het terrein in actie komt, beschikt bovendien over een attest met persoonsgegevens afgegeven door de instelling aangewezen door de Administratie. Dit attest dient op verzoek van eender welke Wegpolitieagent worden voorgelegd

Om interventies in de verbinding E40-E25 te Luik uit te voeren moeten de personeelsleden van het takelbedrijf eerst aan een bezoek van het kunstwerk deelnemen en het grondig kennen (kenmerken, afmetingen, lengtes, toegangswegen, vluchtnissen). Na afloop van dit bezoek zal de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit Infrastructuren een attest uitreiken aan het takelbedrijf in naam van de infrastructuurbeheerder SOFICO. Dit attest is noodzakelijk om in de verbinding E40-E25 interventies te mogen uitvoeren.

De voertuigen voldoen aan de vereisten qua registratie, technische controle, verzekeringen, uitrusting en boorddocumenten.

Alle op voertuigen gemonteerde hefwerktuigen worden regelmatig gecontroleerd door een erkend controlebedrijf dat een periodieke goedkeuring toekent.

De voertuigen van het takelbedrijf zijn uitgerust met de minimale uitrusting en materiaal die nodig zijn voor de veiligheid van de werkzaamheden en de reiniging van de rijbaan.

Op de plaats van elke interventie beschikt het takelbedrijf tenminste over de volgende uitrusting:

1° geschikte brandblusapparaten;

2° een schop;

3° een borstel;

4° twee zakken met absorberend product voor het verwijderen van vloeistoffen,

5° containers voor de verwijdering van diverse afvalstoffen;

6° een zaklantaarn of een gerichte projector;

7° sleutels voor personenwagenwielen;

8° een gordelsnijder;

9° tenminste 10 niet inklapbare en 75 cm hoge reflecterende verkeerskegels,

10° tenminste 10 aanvullende oranje of blauwe signaallichten voor de grond.

Het takelbedrijf beschikt tenminste over een takelwagen uitgerust met een kraan met een minimale hefvermogen van 3,5 ton en met een lier met een kabellengte van minstens 20 meter.

Het takelbedrijf gebruikt de takelwagen uitgerust met een kraan enkel en alleen wanneer dit expliciet verzocht wordt bij de oproep van het CIC of het PEREX-centrum.

In de andere gevallen gebruikt het een andere takelwagen uitgerust met een kantelplatform met een minimale laadvermogen van 3,5 ton, maar zonder kraan.

In het geval van een voertuig met speciale kenmerken (hoogte/lengte), gebruikt het een voertuig aangepast aan deze kenmerken. In het geval van een tweewielig voertuig moet het takelwagen dit type voertuig kunnen laden.

De takelwagen kan uitgerust worden om als signalisatievoertuig gebruikt te worden, maar kan niet tegelijkertijd een signalisatie-opdracht en een takelopdracht uitvoeren. Als signalisatie nodig is, wordt naast het signalisatievoertuig een speciaal takelvoertuig gebruikt.

Het weghalen van voorwerpen kan door middel van die ene takelwagen uitgevoerd worden als die ook als signalisatievoertuig uitgerust is

Het signalisatievoertuig is een aangepast voertuig dat gebruikt wordt om de plaats van het takelen aan te duiden. Het kan ook voor het weghalen van voorwerpen gebruikt worden. In dat geval moet het ook voorwerpen kunnen vervoeren. Het kan ook voor het vervoer van personen gebruikt worden.

Het signalisatievoertuig moet aan de voor- en achterzijde voorzien zijn van afwisselend rode en witte strepen van tenminste 0,10 m breed, in een hoek van 45° ten opzichte van de verticale as van het voertuig.

De retroreflectie van die strepen moet tenminste voldoen aan de klasse RA2 van de norm NBN EN 12899-1 of gelijkwaardig.

Dit voertuig is ook uitgerust met knipperende oranje lichten, een lichtbalk met oranje lichten en een lichtgevend verkeersbord dat de interventiezone aankondigt.

Afhankelijk van het ontwerp van het signalisatievoertuig kan het verkeersbord op het dak of achter de cabine worden gemonteerd. De richtingspijl moet bij normaal zicht op meer dan 200 m volledig zichtbaar zijn.

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt bijlage 3 vervangen door de volgende tekst :

"Bijlage 3. Tarievenrooster inclusief belasting over de toegevoegde waarde.

De tarievenrooster is van toepassing op de facturen gericht aan de SOFICO of aan de eigenaar van het voertuig dat niet gedekt wordt door een bijstandsverzekering.

De tarievenrooster omvat de belasting over de toegevoegde waarde.

1. Takelverrichting

Het takelen is bestemd voor de verongelukte voertuigen, voertuigen met pech of de achtergelaten voertuigen.

Het forfaitair bedrag voor een takelverrichting omvat de volgende elementen:

1° de verplaatsingen naar de plaats van de takelverrichting en terug naar het depot of het gemeentedept in het geval van achtergelaten voertuigen;

2° de takelverrichtingen;

3° de nodige tijd voor het takelen van het voertuig, inclusief de kosten van de arbeidskracht;

4° de immobilisatie ter plaatse;

5° de terbeschikkingstelling van het personeel voor de opvang van de overheden en gebruikers;

6° de bewaring van de sleutels, documenten en inschrijvingsmerktekens op een beveiligde plaats binnen het bedrijf;

7° het stallen van het voertuig op de dag van het takelen;

8° de teruggave van het voertuig;

9° de reiniging van de rijbaan;

10° het vervoer van de personen en hun bagage naar een overeengekomen locatie;

11° het risico op wanbetaling.

Met uitzondering van het vervoer naar de plaats van het takelen en de terugkeer naar het depot of het gemeentelijke depot voor de achtergelaten voertuigen, omvat het forfaitair bedrag van een takelverrichting tot 60 minuten interventie vanaf de aankomst van het eerste voertuig ter plaatse.

Het forfaitair bedrag dat de erkende takelbedrijven moeten ontvangen, is vastgesteld op 196 euro, inclusief alle belastingen, voor een takelverrichting van maandag tot en met vrijdag tussen 7.00 en 19.00 uur, behalve op feestdagen.

Voor de verplaatsingen die het in de artikelen 5 en 6 bedoelde forfaitair bedrag overschrijden, kan een kilometertoeslag van 1,3 EUR per km, inclusief alle belastingen, in rekening worden gebracht. De kilometertoeslag wordt berekend op basis van een heen- en terugreis vanaf het voor de gebruiker gunstigste punt als bedoeld in de artikelen 5 en 6.

Voor interventies boven het forfaitair bedrag kan een uurtoeslag van 26 euro, inclusief alle belastingen, per begonnen kwartier worden gevraagd.

Het forfaitair bedrag voor een takelverrichting evenals de kilometer- en uurtoeslagen worden met 50 procent verhoogd voor opdrachten die tussen 19.00 en 07.00 uur beginnen, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen. De opdracht start vanaf het moment dat een operator van het C1C of het PEREX-centrum de hulpverlener opbeld.

Een toeslag kan gevraagd worden voor de volgende elementen, alle belastingen inbegrepen:

1° geen trekoog op het voertuig: 20 euro;

2° reservewiel monteren : 30 euro ;

3° gebruik van de kraan: 90 euro ;

5° geen sleutels: 30 euro ;

5° zak met absorberend product: 25 euro per zak van vijftientig kilo;

7° uitschakeling van de batterij voor hybride of elektrische voertuigen: 20 euro.

7° gebruik van een voertuig aangepast aan de bijzondere kenmerken van het voertuig (hoogte/lengte) : 24 euro. Deze toeslag wordt met 50% verhoogd op dezelfde manier als het basis takelforfait (dagen en uren).

De punten 1° tot 4° zijn niet cumuleerbaar.

Een toeslag van 20 euro per dag, alle belastingen inbegrepen, kan worden gevraagd voor de bewaking van het voertuig boven het forfaitair bedrag, namelijk na de dag van het takelen van het voertuig. De bewakingsdagen worden berekend per periode van 24 uur en de berekening begint vanaf de dag na de aankomst aan het depot tot de dag van vertrek van het voertuig.

Wanneer de inzittenden van het getakelde voertuig niet allemaal door de takelwagen vervoerd kunnen worden, kan een forfaitaire toeslag van 65 euro, alle belastingen inbegrepen, in rekening worden gebracht voor het vervoer per taxi van de personen en hun bagage naar het depot van het takelbedrijf of naar een met hen overeengekomen beveiligde plaats buiten het in artikel 2 bedoelde wegnnet.

Takelen voor aanhangers en caravans.

Dit forfait kan worden gecombineerd met het takelforfait voor het sleepvoertuig.

In het geval van het takelen van een aanhanger of caravan alleen geldt het takelforfait voor een voertuig.

Het forfaitair bedrag is vastgesteld op 130 euro, inclusief alle belastingen, voor een takelverrichting van maandag tot en met vrijdag tussen 7.00 en 19.00 uur, behalve op feestdagen.

Het forfaitair bedrag is vastgesteld op 195 euro, inclusief alle belastingen, voor de opdrachten die tussen 19.00 en 07.00 uur beginnen, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen.

Voor de verplaatsingen die het in de artikelen 5 en 6 bedoelde forfaitair bedrag overschrijden, kan een kilometertoeslag van 1,3 EUR per km, inclusief alle belastingen, in rekening worden gebracht. De kilometertoeslag wordt berekend op basis van een heen- en terugreis vanaf de voor de gebruiker gunstigste plaats als bedoeld in de artikelen 5 en 6.

Voor interventies boven het forfaitair bedrag kan een uurtoeslag van 26 euro, inclusief alle belastingen, per begonnen kwartier worden gevraagd.

Het forfaitair bedrag voor een takelverrichting evenals de kilometer- en uurtoeslagen worden met 50 procent verhoogd voor opdrachten die tussen 19.00 en 07.00 uur beginnen, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen. De opdracht start vanaf het moment dat een operator van het CIC of het PEREX-centrum de hulpverlener opbelt.

2. Signalisatieverrichting

Het forfaitair bedrag voor een signalisatieverrichting omvat de volgende elementen:

1° de verplaatsing naar de plaats van de signalisatie en de terugreis naar het depot;

2° de immobilisatie ter plaatse;

3° de signalisatieverrichtingen;

4° het risico op wanbetaling.

De immobilisatie ter plaatse voor een periode langer dan 60 minuten maakt geen deel uit van het forfaitair bedrag.

Het forfaitair bedrag dat de erkende takelbedrijven moeten ontvangen, is vastgesteld op 181,5 euro, inclusief alle belastingen, voor een signalisatieverrichting van maandag tot en met vrijdag tussen 7.00 en 19.00 uur, behalve op feestdagen.

Het forfaitair bedrag is vastgesteld op 212 euro, inclusief alle belastingen, voor de opdrachten die tussen 19.00 en 07.00 uur beginnen, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen. De opdracht start vanaf het moment dat een operator van het CIC of het PEREX-centrum de hulpverlener opbelt.

Voor interventies boven het forfaitair bedrag kan een uurtoeslag van 26 euro, inclusief alle belastingen, per begonnen kwartier worden gevraagd van maandag tot en met vrijdag tussen 7.00 en 19.00 uur, behalve op feestdagen.

Voor interventies boven het forfaitair bedrag kan een uurtoeslag van 39 euro, inclusief alle belastingen, per begonnen kwartier worden gevraagd tussen 19.00 en 7.00 uur, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen.

3. Het weghalen van voorwerpen

Het forfaitair bedrag voor het weghalen van voorwerpen omvat de volgende elementen:

1° de verplaatsing tot het weghaalpunt van voorwerpen en de terugreis naar het depot;

2° de immobilisatie ter plaatse;

3° de weghaalverrichtingen van voorwerpen;

4° het depot op een vooraf bepaalde plaats.

Met uitzondering van het vervoer naar het weghaalpunt van voorwerpen en de terugreis naar het depot, omvat het forfait voor een weghaalverrichting van voorwerpen tot 60 minuten interventie ter plaatse vanaf de aankomst van het eerste voertuig ter plaatse.

Het forfaitair bedrag dat de erkende takelbedrijven moeten ontvangen, is vastgesteld op 181,5 euro voor een weghaalverrichting van voorwerpen van maandag tot en met vrijdag tussen 7.00 en 19.00 uur, behalve op feestdagen.

Het forfaitair bedrag is vastgesteld op 212 euro, inclusief alle belastingen, voor de opdrachten die tussen 19.00 en 07.00 uur beginnen, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen. De opdracht start vanaf het moment dat een operator van het CIC of het PEREX-centrum de hulpverlener opbelt.

Voor interventies boven het forfaitair bedrag kan een uurtoeslag van 26 euro, inclusief alle belastingen, per begonnen kwartier worden gevraagd van maandag tot en met vrijdag tussen 7.00 en 19.00 uur, behalve op feestdagen.

Voor interventies boven het forfaitair bedrag kan een uurtoeslag van 39 euro, inclusief alle belastingen, per begonnen kwartier worden gevraagd tussen 19.00 en 7.00 uur, alsook op zaterdag, zondag en feestdagen.”.

Art. 10. De Minister bevoegd voor infrastructuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 augustus 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY